



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

fonctionnement

Question au Gouvernement n° 4023

Texte de la question

NEUTRALITÉ DU SERVICE PUBLIC

M. le président. La parole est à M. Claude Goasguen, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.
M. Claude Goasguen. Ma question s'adresse au Premier ministre mais aussi, au fond, presque à l'ensemble du Gouvernement. C'est une question très embarrassante - en tout cas pour certains.

Figurez-vous, monsieur le Premier ministre, que M. Hollande, qui est un homme honorable (*" Ah ! " sur les bancs du groupe SRC*) comme on dit chez Shakespeare - le vrai -, vous a accusé d'avoir mis en place un État-UMP. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) C'est très curieux parce que - les députés du groupe UMP ici présents peuvent en témoigner - nos électeurs ont plutôt tendance à nous dire que jamais il n'y a eu autant de socialistes et de membres de l'opposition dans la haute fonction publique ! (*" Eh oui ! " sur plusieurs bancs du groupe UMP. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) Je crois, je le répète, M. Hollande un homme honorable comme disait Shakespeare, mais j'ai regardé les choses de très près, et j'ai vu que la Cour des comptes, l'agence régionale de santé d'Île-de-France - présidée par un ancien ministre socialiste -, le cabinet du Président de la République, des radios publiques, des préfectures (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC*), des rectorats, le Conseil constitutionnel et l'Assemblée nationale étaient peuplés de gens qui n'avaient rien à voir avec l'UMP. (*Même mouvement.*)

Comme M. Hollande est un homme honorable au sens que j'ai indiqué, je me suis dit qu'il y a un problème et qu'il a dû commettre une amnésie.

M. Jean Glavany. Parlez français !

M. Claude Goasguen. J'ai regardé ce qui s'est passé dans les collectivités locales - à Paris, je le sais, mon Dieu ! -, et j'ai vu qu'il avait l'amnésie solide. Car à Paris, à Dijon, dans d'autres collectivités territoriales, il ne s'agit même plus de couper les têtes, mais de vider la plupart des élus et des fonctionnaires en poste sous la majorité précédente, et qui ont été jetés sans ménagement dehors ! (*" C'est vrai ! " sur de nombreux bancs du groupe UMP. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Et puis j'énumérerai ce que les juges de toute la France disent des socialistes : " association de malfaiteurs " (*Vives protestations sur les bancs du groupe SRC*), " trafic d'influence ", " prise illégale d'intérêts "... (*Même mouvement. - Vifs applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. Merci, mon cher collègue. La parole est à Mme la ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement.

Mme Valérie Pécresse, *ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement*. Monsieur Goasguen, vous avez raison (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC*) : l'accusation d'avoir mis en place un État-UMP est sans doute la plus absurde qui puisse être portée contre notre gouvernement. (*Rires et exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) Qui, mesdames, messieurs de l'opposition, a donné à la gauche la présidence de la commission des finances de l'Assemblée ? Ce n'est pas vous, c'est nous !

M. Patrick Lemasle. Et au Sénat ?

Mme Valérie Pécresse, *ministre*. Qui a nommé à la présidence de la Cour des comptes un député socialiste ? Ce n'est pas vous, c'est nous ! Qui a nommé au Gouvernement des ministres de gauche pour faire de grandes réformes emblématiques du quinquennat ? (*Vives exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) Ce n'est pas

vous, c'est nous. Je pense à Martin Hirsch, ancien président d'Emmaüs, à Fadela Amara, ancienne présidente de " Ni putes ni soumises ". (*Même mouvement.*) Cela vous ennuie parce que c'est la vérité.

Nous, nous avons une idée de l'État qui est une idée de l'intérêt général, d'une République exemplaire qui soit neutre et privilégie la compétence sur les appartenances politiques. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) C'est pourquoi nous avons nommé à la tête de grandes entreprises publiques des personnalités marquées à gauche et à la tête de chaînes de service public des personnalités qui, aujourd'hui, soutiennent ouvertement François Hollande.

M. Patrick Lemasle. Ridicule !

Mme Valérie Pécresse, *ministre*. Oui, nous avons privilégié la compétence et la neutralité, nous avons fait l'ouverture. Ce qui m'inquiète quand j'entends François Hollande, c'est que j'entends la fermeture, j'entends le parti socialiste des années 1980, celui du congrès de Valence...

M. Patrick Lemasle. Vous n'étiez pas née !

Mme Valérie Pécresse, *ministre*. ...où Paul Quilès disait qu'il ne suffisait pas de faire tomber les têtes, mais qu'il fallait dire lesquelles et quand. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et sur plusieurs bancs du groupe NC. - Protestations sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Claude Goasguen](#)

Circonscription : Paris (14^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4023

Rubrique : État

Ministère interrogé : Budget, comptes publics et réforme de l'État

Ministère attributaire : Budget, comptes publics et réforme de l'État

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 7 mars 2012

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 7 mars 2012